



La FSU s'adresse à la Direction et à l'encadrement de l'Académie

Formation des enseignants : sortir de l'impasse !

Nous sommes convaincus que les personnels d'encadrement n'ignorent pas que la suppression de la formation professionnelle des maîtres se traduit par une situation désastreuse pour les enseignants stagiaires nouvellement recrutés. Vous n'ignorez pas, non plus, que le dispositif des stages prévu pour les étudiants se destinant à l'enseignement va « dans le mur ».

La situation des néo-recrutés va encore empirer après les vacances de la Toussaint

Dans le premier degré, le passage en responsabilité, dans le cadre de remplacements, va constituer une épreuve très délicate pour des stagiaires sans expérience et, dans le second degré, le passage à temps plein déboucherait sur des situations insupportables pour nos collègues confrontés, en plus, à des journées de formation en surcharge horaire. La perspective d'arrêts maladie et de démissions est un risque réel que les responsables académiques auraient tort d'ignorer ou de sous estimer.

Pour le second degré, une solution existe, c'est le maintien à temps partiel des stagiaires après les vacances d'automne. Une telle décision permettrait de régler plusieurs problèmes : rendre supportable l'année pour les stagiaires, éviter à plusieurs milliers d'élèves de changer d'enseignants dans certaines disciplines en milieu de trimestre, lever l'hypothèque pour le volontariat du tutorat et créer un meilleur climat pour l'accueil en stage des étudiants en M1 et M2.

Stages des étudiants en Master 1 et 2 : chaos prévisible

Pour justifier la suppression de la formation en alternance des néo-recrutés, le gouvernement expliquait que les étudiants se destinant à l'enseignement auraient, dans le cadre de la « masterisation », une formation professionnelle sous forme de stage « en amont » des concours. Le gouvernement envisage, pour l'année prochaine, de demander aux universités de ne plus rendre obligatoire les stages dans leurs futurs maquettes : suppression en « aval » et suppression « en amont » signifie liquidation de toute formation professionnelle.

Aujourd'hui, la « réforme » de la formation des enseignants nous conduit effectivement dans une impasse. Les 2 000 étudiants en M1 et M2 qui vont devoir obligatoirement faire un stage dans les écoles, collèges et lycées publics de Bretagne risquent, pour nombre d'entre eux, d'être en situation d'impossibilité par manque de supports (maîtres d'accueil temporaire dans le 1^{er} degré, tuteurs volontaires dans le second degré). Or, sans stage pas de diplôme !

Si les stages d'« accompagnement » prévus pour les étudiants en M1 peuvent être plus facilement mis en œuvre, les stages rémunérés « en responsabilité » pour les étudiants de M2 où les stagiaires devraient être seuls avec les élèves relèvent de l'impossible : quel enseignant acceptera, surtout sans anticipation, de laisser 3 ou 6 semaines ses élèves, seuls, avec des étudiants inexpérimentés ? Cette impossibilité est renforcée par l'absence d'informations sérieuses données aux personnels concernés (enseignants et chefs d'établissement) sur ce dispositif or, les premiers stages doivent commencer fin novembre !

Par ailleurs, un nombre important d'élèves va voir « défiler » des enseignants, cette instabilité ne laissera sûrement pas inertes les parents.

Face au démantèlement en cours de l'Education nationale et dans un climat social et politique incertain, construire le projet académique 2011 – 2014 est un exercice surréaliste. Par contre, réfléchir pour sortir de l'impasse la formation des enseignants est une urgence.

La FSU vous appelle à répondre rapidement aux attentes exprimées par les personnels.